https://ricochets.cc/Selection-de-textes-sur-l-election-l-impasse-du-2e-tour-sur-les-causes-de-la-fascisation.html

Sélection de textes sur l'élection, l'impasse du 2e tour, sur les causes de la fascisation générale...

- Les Articles -
Date de mise en ligne : mercredi 20 avril 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le débat continue entre l'abstention ou le vote Macron en se bouchant le nez pour bloquer Le Pen.
Avec aussi des analyses sur la montée des extrêmes droites et des régimes autoritaires, sur fond des politiques libérales appliquées par la droite et la gauche.
Ce qui pourra, peut-être, nous aider à éclaircir cette situation pourrie et inextricable produite de manière récurrente par la non-démocratie capitaliste en place.
Si les élections sont un écho et un symptôme des évolutions sociales et des rapports de force en cours, alors ça pue très très sérieusement, et il faudra vraiment se bouger en prenant le temps aussi de secouer certains problèmes : éparpillement, émiettement en multitudes de petites groupes non connectés, bâtir et appliquer des stratégies au lieu de réagir au calendrier des pouvoirs, objectifs à plusieurs termes, tactiques, minorités trop petites donc manque de personnes engagées, culture du zapping, (auto)formations, quel écologie, quel anticapitalisme, impasse des réformismes, etc...

"COMMENT S'OCCUPER UN DIMANCHE D'ÉLECTION " :

Dimanche 10 avril, nous n'avons pas passé une excellente soirée, il faut bien l'admettre. Dans notre camp social, les choix ont été différents : certains ont mis leur espoir dans la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui fait des scores spectaculaires dans les villes populaires, d'autres ont voté pour leurs convictions anticapitalistes en choisissant Nathalie Arthaud ou Philippe Poutou, d'autres encore voient dans cette élection une institution bourgeoise en charge de légitimer la reconduction incessante de la classe dominante et se sont abstenus.

Dans tous les cas, aucun et aucune d'entre nous ne se réjouit de la situation qui voit s'affronter deux versions de la bourgeoisie autoritaire. Pour ce second tour, différents choix vont s'offrir à nous, à priori tous mauvais : certains vont aller "faire barrage" à une extrême droite dont on peine souvent à voir ce qui la différencie réellement du macronisme, que cela soit en termes d'autoritarisme, de xénophobie ou même de références historiques, d'autres vont avoir l'idée plus saugrenue d'aller "faire barrage à Macron" - ce qui semble être la pire des options possibles.

De mon côté, face à choix, détestable, dont je ne trouve pas qu'il en soit vraiment un et dont j'ai le sentiment qu'il a été organisé depuis au moins dix ans, je m'abstiendrai probablement. Ma position pourrait encore changer, d'ailleurs nos avis sur le sujet ne sont pas tous arrêtés au sein de la rédaction,, mais dans tous les cas la question du vote est-elle aussi centrale que ce que tout le monde veut bien en dire ? Mérite-t-il vraiment toute cette passion et que nous participions, par nos engueulades entre camarades, à le légitimer comme le premier et le plus ultime des moyens d'action politique ? **Le vote est-il seulement un véritable "acte politique" ?**

Je partage avec beaucoup d'entre nous la sensation d'être, face aux élections, comme un hamster dans une cage, courant dans ma roue sans voir que je n'avancerai jamais plutôt que de me préoccuper de comment péter les barreaux de ma cage, ou, pour reprendre l'expression de Mélenchon lors de son discours (sans peut être en mesurer toute la portée), comme Sisyphe remontant indéfiniment et en vain son rocher en haut de la colline. Et si pour une fois, après des décennies de retour du même, Sisyphe, plutôt que de faire ce qu'on attend de lui, prenait son rocher pour le jeter à la gueule de la bourgeoisie et de ses alliés d'extrême droite ? Proposition de pensée : si, comme nous le constatons dans tous les pays, années après années, les élections ne provoquent jamais aucun des changements que nous souhaiterions voir advenir, si dans une perspective marxiste ces élections sont forcément au service de la bourgeoisie et à notre détriment, peut-être est-il temps de leur redonner leur juste place et s'y désintéresser, ou du moins de leur refuser toute cette centralité, centralité qui nous fait perdre un temps et une énergie folle, et de ne s'y intéresser que marginalement, de prendre le vote pour ce qu'il est : un des seuls moyens d'expressions politiques autorisés par le pouvoir, mais aussi un des plus faibles, un des plus nuls, un des plus consternants. Un moyen d'expression nous faisant croire à une capacité d'action sur les évènements, que nous

Copyright © Ricochets

n'avons pourtant pas - et qui sert donc, avant tout, à maintenir l'ordre.

C'est là où le dernier livre de François Bégaudeau que nous avions rencontré en novembre dernier, semble d'une très grande actualité, alors que le chantage et la pression sur les abstentionnistes va atteindre des sommets, les rendant responsables de tous les maux de la terre.

Paru aux Editions Divergences, Comment s'occuper un dimanche d'élection ne répond jamais vraiment à la question posée (peut-être un petit peu lors des toutes dernières pages) mais propose de décortiquer de façon radicale l'institution même de l'élection, à la manière dont l'avait déjà fait François Bégaudeau à propos de l'école.
Dans le climat lénifiant et étouffant de citoyennisme ambiant, de photos grotesques d'isoloirs et de "a voté !", de centralité de l'élection comme le summum de l'action politique alors qu'elle n'en est, pour paraphraser Fréderic Lordon, que le moyen le plus "médiocre", (mais selon lui un moyen quand même, ce qui fait une bonne différence), cette lecture, je dois le dire, m'a fait du bien. Elle aide à relativiser ce que beaucoup d'entre nous ressentons comme une défaite, là où il ne pouvait y avoir que de la défaite - c'est ce que François Bégaudeau s'efforce de démontrer ici.
Pourtant souvent considéré comme l'acte politique absolu dans notre "démocratie représentative" l'auteur commence par poser l'idée que "le choix de voter ou non n'est pas un choix politique". Il précise donc rapidement qu'il n'exclurait pas en toutes circonstances d'aller voter (par exemple pour faire barrage à Michel Onfray, ou pour faire l'emporter Philippe Poutou), son abstention ne prétendant pas être une proposition universalisable, voire même pas une proposition du tout.
Les abstentionnistes se voient rétorquer l'argument d'autorité que "des gens seraient morts pour que l'on puisse voter" sans jamais réellement accompagner cette affirmation d'exemples historiques probants. François Bégaudeau ajoute que mourir pour une cause ne légitime pas cette cause en soi : "des milliers d'imbéciles meurent chaque année pour des causes imbéciles".

Puis l'ouvrage s'attaque à la confusion régnant entre liberté d'expression et démocratie. Pour beaucoup, le fait que nous puissions nous exprimer, qu'un média comme Frustration existe, suffirait à démontrer que nous sommes en démocratie puisque nous avons la possibilité de critiquer le pouvoir. Bien que cette liberté soit toute relative, y compris en ce qui concerne la presse (déréférencement des médias d'opposition sur les réseaux sociaux, arrestations et tabassage de journalistes, convocations par la DGSI, perquisitions, procédures d'interdiction...) il paraît bien incomplet d'en faire un critère suffisant et constitutif d'une démocratie complète : "à force de propagande s'est oublié que la démocratie n'est pas le pouvoir de s'exprimer sur la situation, mais celui d'agir sur elle", là où "ici nous ne pouvons rien mais nous pouvons dire".

Or, le vote à une élection n'est pas un acte mais bien une expression, une expression dont le sens n'est pas forcément connu et dont l'élu n'a aucun besoin de tenir compte, puisque l'élection n'engage à rien. L'élection consacre une séparation de la citoyenneté entre ceux qui agissent, les élus, et ceux qui regardent agir - nous.
Le dispositif institutionnel qui serait en mesure de contraindre les élus à coller à leurs programmes serait le "mandat impératif", mais dont l'auteur n'est pas surpris qu'il soit si rare puisqu'il contrevient à la logique même de la représentation.
François Bégaudeau ne juge pas tous les votes de la même manière et opère ensuite une distinction entre le vote d'élection et le vote en situation, le second étant "suivi d'effets immédiats pour les votants" car sans délégation : après avoir voté, ce sont les votants qui deviendront exécutants - c'est le cas par exemple dans des associations ou dans des comités de grèves.

LIRE LA SUITE : https://www.frustrationmagazine.fr/begaudeau-abstention/

Lecture
FAIRE BARRAGE EN VOTANT MACRON ? POURQUOI TANT DE MUSULMANS DISENT NIET ! par [Le

Média-Â»https://www.youtube.com/c/LeMédiaOfficiel]
https://www.youtube.com/watch?v=rgDtWzLOpDc

Réflexions sur l'autoritarisme et l'extrême droite, 2022

Collectif Ruptures, Réflexions sur l'autoritarisme et l'extrême droite, 2022
- Notre participation au mouvement anti-passe nous a parfois amené à côtoyer des militants politiques avec lesquels nous n'avons guère en commun. Cela nous a amenés à quelques réflexions sur l'extrême droite et les conditions de son émergence, que nous vous livrons ici.
(...)

ce sont les politiques libérales, de droite comme de gauche, qui ont permis la montée de l'extrême droite

Nous avons déjà développé l'aspect liberticide des technologies (smartphone, informatique, internet, QR code...) que nous utilisons (voir La Nouvelle vague n°1). Dans ce texte, **nous développerons dans un premier temps l'idée selon laquelle ce sont les politiques libérales, de droite comme de gauche, qui ont permis la montée de l'extrême droite. Et, nous montrerons dans un deuxième temps, que ce sont ces mêmes politiques libérales qui sont responsables des tendances autoritaires de la société.**
(...)
Par-delà leurs différences de façade, les courants d'extrême droite partagent tous un projet politique ouvertement inégalitaire. Ce projet peut s'incarner dans un racisme décomplexé, caché sous des prétextes culturalistes, dans un sexisme affiché, ou dans une apologie de la « loi de la jungle ». En France, ces multiples chapelles ont longtemps été réunies sous la bannière du Front National, qui avait « réussi » une sorte de synthèse. En effet, marginalisée et politiquement absente après 1945 suite à sa collaboration massive avec le nazisme, l'extrême droite a réémergé au mitan des années 1980, derrière un parti dirigé par Jean-Marie Le Pen, un ancien para, négationniste, entouré d'anciens collabos.
La cause de ce regain ? Essentiellement l'essor des politiques néolibérales générant une montée du chômage, des inégalités sociales et des délocalisations. Des régions entières ont été vidées de leurs industries, comme la sidérurgie en Lorraine, ce qui a entraîné un désarroi des classes populaires abandonnées à leur sort. La précarité, le sentiment d'insécurité et le déclassement sont autant de colères pouvant être instrumentalisées par l'extrême droite, hier comme aujourd'hui. Ainsi, la fille Le Pen, en rajoutant à son discours la dimension sociale absente chez son père, a doublé le score de son parti à la présidentielle (dix millions d'électeurs). Et des nouvelles figures de l'extrême droite encore plus radicales (comme Zemmour) gagnent des parts du marché électoral.
Face à l'extrême droite, le pouvoir social-démocrate, gaulliste ou libéral, façonne son propre récit : la récupération de SOS racisme par le PS, le père Le Pen brandi comme épouvantail, les manifs antifascistes ou « républicaines », où l'on s'époumone sur des slogans peu subtils, « F comme facho, N comme nazi », la « République menacée par la flambée du FN », le « vote utile pour faire barrage ».
(...)
En outre, les visions binaires, et le duel « méchants fachos versus gentils démocrates » nous fatiguent. Elles permettent à de nombreux politiciens de se trouver blanchis à peu de frais face à la « Bête immonde » alors que dans les faits, les gouvernements successifs dits démocratiques banalisent toujours plus une gouvernance autoritaire.
Lorsqu'un gouvernement réprime férocement les mouvements sociaux, instaure un passe sanitaire, se présente comme jupitérien, difficile de nier l'évidence : le régime autoritaire est là, et ça crève les yeux (c'est le cas de le dire, 24 éborgnés chez les Gilets Jaunes). C'est un phénomène bien antérieur, qui n'a cessé de monter de manière régulière, quelles que soient les tendances politiques au pouvoir, de droite, de gauche, du centre, en marche. Les deux dernières années, chacun a pu s'en apercevoir.
(...)
Nous trouvons important de dénoncer la duperie qui consiste, pour l'extrême droite à faire croire qu'elle défend les libertés ou qu'elle lutte contre les inégalités, alors qu'elle ne propose réellement que d'ajouter plus d'autorité à

l'autorité, plus d'exclusion à l'exclusion. Elle défend une liberté individualiste sans égalité. En ne questionnant pas véritablement le type de liens sociaux qu'impose une société capitaliste, elle ne porte aucune forme d'émancipation réelle. Mais s'arrêter à ce constat, c'est rater le reste.

Les partis « démocratiques », ceux-là même qui dénoncent l'extrême droite, ont produit quantité de lois et de dispositifs autoritaires. Regardons-y de plus près.

(...)

Car la tendance autoritaire du pouvoir ne se contente pas de cibler les plus faibles. Elle cherche à englober l'ensemble de la population. Jetons un oeil à la multiplication des fichiers, lois sécuritaires et dispositifs de surveillance, et remontons à 1974. Le méga-fichier SAFARI est cette année-là prévu pour interconnecter, par le biais de l'informatique, l'ensemble des fichiers nominatifs de l'époque.

(...)

Nos « gentils démocrates » n'ont guère eu besoin de l'extrême droite pour faire entrer dans l'arsenal répressif drones, caméras à reconnaissance faciale, imsi catcher, mouchards divers... Quant au méga-fichier SAFARI, il existe désormais sous le nom de TES (Titres Électroniques Sécurisés). Il a été voté à la hussarde, par décret un dimanche de 2016, et il recueille, parmi bien d'autres données, les empreintes digitales de tout détenteur d'une carte d'identité ou d'un passeport français, donc de tous les Français. Dans la foulée de la sidération post-attentats de 2015, sa validation est passée comme une lettre à la poste, en attendant le méga-fichier « système européen d'entrée/sortie (EU-ESS) » et la carte d'identité biométrique en 2022.

Cette montée de l'autoritarisme n'a rien de franco-français, elle est en cours dans de nombreux pays soi-disant démocratiques, comme en témoigne la gestion à peu près similaire de la pandémie de Covid-19 dans la plupart des pays industrialisés, avec les mêmes outils (smartphones, biométrie, informatique, QR code...).

(...)

Il ne s'agit pas ici de tout relativiser. Tout ne se vaut pas : Zemmour n'est pas Chirac qui n'était pas Mitterrand, il y a des nuances. Pourtant, plus nos sociétés capitalistes produisent de l'exclusion, de la frustration ou un sentiment de non-sens, plus elles ont intérêt à contrôler une population qui pourrait, qui sait, un jour ou l'autre, trouver de bonnes raisons de se révolter.

Ce contrôle de la population ne cesse d'augmenter. Quelle sera la prochaine étape : amende pour les non-vaccinés ? Retrait de leurs minimas sociaux ? Interconnexion de toutes les données ? (la CAF demande maintenant le numéro de sécu comme identifiant), permis citoyen comme c'est déjà le cas en Chine ?

Quelles limites doit-on franchir encore pour s'apercevoir que la société de contrôle des romans de science-fiction est là, produisant une sorte de dictature sans dictateur, où nous sommes tous et toutes surveillés ?

(...)

(publié le 25 février 2022, avant les élections)

Sélection de textes sur l'élection, l'impasse du 2e tour, sur les causes de la fascisation... Ce ne sont pas les non-votants qui fabriquent la fascisation générale

Les GJ qui appellent à voter Le Pen,

c'est quoi que vous comprenez pas dans son programme pour penser qu'elle vous veut du bien ?

Elle veut renforcer la police, leur octroyer davantage de droit dont la fameuse « présomption de légitime défense »

Le syndicat Alliance, vous savez ceux-là même qui se moquent des GJ en manifs en se cachant un oeil et en rigolant, ils votent massivement pour le RN.

J'ajoute que non, elle n'a pas un programme similaire à 72% avec l'Union Populaire. C'est du bullshit ! Ne vous servez pas de la FI pour cautionner vos choix. C'est indigne !

Elle reste l'autre candidate des riches.
Cadeaux aux entreprises, casse des services publics, mort de la sécu, les caisses de retraites et le chômage avec l'arrêt des cotisations. Et devinez qui va payer le prix fort ?

Ses liens étroits avec Poutine, le Qatar, ses millions qu'elle a volé à l'Europe avec son parti, et toutes ses histoires de corruption on s'en fiche ? Elle est clean à vos yeux ?

Je ne vous parle pas du racisme de son programme pcq ça, tout le monde le sait mais ça ne vous dérange pas tant que ça apparemment. La « préférence nationale » est anti constitutionnelle. C'est raciste. Et c'est écrit partout dans son programme.
Dois-je aussi rappeler que son parti doit ses fondations à des anciens nazis ? On s'en fiche aussi ? Maintenant qu'elle aime les chats et fait des photos avec des enfants noirs c'est du passé ? Elle est devenue formidable ?

Je m'adresse particulièrement aux GJ de Montélimar qui ont monté une asso et appellent dans leur dernière lettre ouverte (que je ne relaierai pas) à voter Le Pen.
Honte à vous. Hâte de vous voir manifester pour nos « libertayyyy »...

(post de Mily Renardeau)

Un commentaire à ce post :

Appeler à voter Le Pen quand on est au bas de l'échelle sociale, c'est se laisser aveugler par sa colère. Rien, absolument rien dans son programme ne va vers un changement du mode de redistribution des richesses. C'est une néo-libérale qui rajoute simplement du racisme et de la xénophobie au programme de Macron. La seule conséquence tangible sera une série de lois liberticides, qui, sous prétexte de vous protéger des étrangers, ne serviront qu'à permettre votre propre répression quand vous vous rendrez compte que vous vous êtes fait berner...

« L'arrivée au pouvoir de Le Pen aurait pour conséquence l'écrasement des mouvements de contestation sociale »

« L'arrivée au pouvoir de Le Pen aurait pour conséquence l'écrasement des mouvements de contestation sociale

»
À la veille d'un nouveau duel entre Macron et Le Pen, le risque d'un projet néofasciste en France est-il réel ? Entretien avec le sociologue Ugo Palheta, qui étudie la montée de l'extrême droite et le durcissement autoritaire des États occidentaux.

Déjà, en 1936...

En 1932, à Barcelone, l'anarchiste Buenaventura Durruti disait ceci :

« Les socialistes et les communistes disent que nous abstenir aux élections, c'est favoriser le fascisme, mais comme nous avons toujours dit que l'Etat est un instrument d'oppression au service d'une caste, nous restons fidèles à nous-mêmes.

Et comme nous pensons que le mouvement de libération doit toujours faire face à l'Etat, voilà pourquoi nous prônons l'abstention électorale active.

Active, c'est à dire que, tout en nous abstenant de la stupidité électorale, nous devons rester vigilants dans les lieux de production et dans la rue.

Les vrais bandits, les vrais malfaiteurs, ce sont les politiciens qui ont besoin de tromper et d'endormir les ouvriers en leur promettant la semaine des quatre jeudis pour leur arracher un vote qui les porte au Parlement et leur permette de vivre en parasites de la sueur des ouvriers.

Lorsque nos camarades députés socialistes ont eux aussi uni leurs voix à cette cohorte d'eunuques, ils ont montré leur vrai visage. Car il y a de nombreuses années qu'ils ont cessé d'être des ouvriers, et par conséquent des socialistes. Ils vivent de leur activité de député.

Que les républicains socialistes le sachent : ou bien ils résolvent le problème social, ou bien c'est le peuple qui le résoudra. Nous pensons que la République ne peut pas le résoudre. Aussi, disons nous clairement à la classe ouvrière qu'il n'y a plus qu'un dilemme : ou mourir comme des esclaves modernes, ou vivre comme des hommes dignes, par la voie directe de la révolution sociale.

Vous donc, ouvriers qui m'écoutez, sachez à quoi vous en tenir. C'est de vous que dépend le changement du cours de votre vie. »

Quatre ans plus tard le 19 juillet 1936, les anarchistes espagnols, et parmi eux Durruti, barraient la route au coup d'état fasciste par les armes et par la révolution sociale, pendant ce temps les députés parlementaient... avant que les partis politiques ne tirent dans le dos des anarchistes et des révolutionnaires, tuant ainsi la Révolution Espagnole ! »

Copyright © Ricochets

Sélection de textes sur l'élection, l'impasse du 2e tour, sur les causes de la fascisation... Le néo-fascisme, c'est comme le désastre climatique, si on ne s'en prend pas à ses racines, il grandit, porté par les puissants

Aux désemparés, aux désespérés, aux laissés-pour-compte

Aux désemparés, aux désespérés, aux laissés-pour-compte

Ces derniers mois et ces dernières semaines, nous avons très peu abordé, dans les pages de lundimatin, la question de l'élection présidentielle à venir et désormais en cours. A vrai dire, ce choix éditorial tacite était moins affaire de conviction ou de dégoût personnel que de désemparement. Qu'y a-t-il à dévoiler lorsque tout se présente déjà à nu ? Que reste-t-il à dire ou écrire lorsque les mensonges les plus lamentables exposent fièrement leur vérité ? Que vaut une énième analyse politique lorsque tout l'espace public et médiatique est déjà saturé de cette ultime expression de l'impuissance : le commentaire. Il reste bien ce petit quelque chose : le calcul du moindre mal, la raison du moins fort, l'isolement de l'isoloir, la responsabilité, la culpabilité, le sermon. Bon. A toutes fins utiles, nous pouvons recommencer par ce en quoi nous croyons vraiment, en l'occurence qu'à tout cela et dans le fond, nous n'y croyons plus. À la suite du rafraîchissant Démouchecrassie, D. Mythe nous a transmis ce texte en guise de rappel.

(...)

Que faudrait-il de plus pour que nous apercevions la supercherie quand elle s'offre presqu'en plein jour ? Ils ont tout. Les radios publiques et la plupart des radios privées, les télévisions et une grande partie de la presse auto-censurée, les instituts de sondages qui décident des candidats « sérieux », les institutions politiques qui les portent au pouvoir et les y confortent, des budgets de campagnes électorales insolents, aussi le monopole de la violence légale lorsque les choses commencent à déraper, et même des candidats fantoches qui au passage s'en mettent plein les fouilles en déboussolant les grandes orientations du débat. Également, ne l'oublions surtout pas, cet infâme droit si peu démocratique que le prince s'arroge de ne pas descendre dans l'arène pour débattre et défendre son bilan quinquennal parce qu'il devine que le temps tourne à la mauvaise pluie.

Alors, par quel miracle pourrait-il sortir quelque chose d'autre de ce système électif ? Par quel extraordinaire concours de circonstances un candidat subversif pourrait soudainement surgir ? Encore heureux qu'ils réussissent à passer l'antichambre du premier tour pour se hisser jusqu'au cercle truqué du second ! Puisqu'il suffit de moins d'un électeur sur 5... Les mêmes causes produisant les mêmes effets, dès le départ, tout est joué. Les mêmes tours de passe-passe, les mêmes trucs, les mêmes slogans. Faire barrage, front républicain, vote utile, dangers des

extrémismes, etc. On connaît la chanson par coeur.
(...)
Il faut assumer notre profond pessimisme en matière d'élections au lieu de lorgner sur la prochaine échéance comme le ferait l'alcoolique dépité devant son prochain verre. Cette très ingénieuse mécanique ne peut être désavouée. Le système électif, tel qu'il est, est une colossale machine de privation de la souveraineté. 'Le droit de vote qui t'est donné est le droit que j'ai ensuite de te faire taire'. Une fois compris cela, le problème change du tout au tout. Non plus, quand cette machine produira-t-elle ce dont elle nous prive - de la souveraineté - ou encore quand le système électif nous sera-t-il rendu ? Mais plutôt, allons-nous cesser de croire ? Réussirons-nous à abandonner cette vieille idée que « mandat » rime avec « autorité bien fondée » ? Si le dormeur doit être réveillé, combien de fois devra-t-il être pincé ?
Alors, ingurgitons et digérons lentement : la légalité de l'élection ne fait pas sa légitimité ; cette machine à fabriquer de l'autorité n'existe désormais que pour mettre la souveraineté à la porte et chasser toute forme menaçante de légitimité. Ni plus, ni moins. Et jouer le jeu électif, c'est l'accepter. L'accepter, c'est le perdre. Pire, c'est lui donner un semblant de légitimité. En quelques mots : c'est jouer leur jeu. Forcément, n'éclatera au grand jour ce simulacre de légitimité que lorsqu'il n'y aura presque plus personne pour jouer autour de la table.
(...)
Il est vrai que cette manière de faire démocratie prend du temps. Beaucoup de temps et d'énergie même. Il y a aussi le risque du désaccord et du statu quo. Tout cela sert la rhétorique de la Solution comme idéal, notamment dans une époque où la temporalité est soumise au productivisme, à la rentabilité à court terme, à l'efficacité à tout prix. Cette objection est très sérieuse, mais suffit-elle à sacrifier l'idéal démocratique ? Chacun jugera en son âme et conscience. Mais, par pitié, qu'on ne nous vante plus le système électif démocratriche sous couvert d'idéal démocratique.
(...)

Divers

- Excellent : **MACRON**-COMA (expérience de mort imminente) - Ce jeudi 14 avril, un escadron de voltigeurs à motos et à matraques -tout de noir vêtu façon caravane de la mort- remonte en paradant les trottoirs du Boulevard Saint Michel. On est à quelques mètres de l'endroit où les motards de Chirac ont assassiné Malik Houssekine, quarante ans plus tôt. En ce moment l'histoire bute sur ses fantômes, bégaie, aux confins du coma.
  Ce jour j'ai rendez-vous avec des collègues enseignants place de la Sorbonne parce qu'on ne comprend pas trop ce qui se passe. Un groupe d'étudiant.es est enfermé dans une aile de la vieille Sorbonne, à l'étage.
- Démontage des fausses préoccupations sociales du lepénisme : https://www.facebook.com/eg.legrand/posts/7224215914286138
- Pour le barrage à Le Pen au 2e tour : **L'abstention anarchiste ne peut rester indifférente face au fascisme** - Alors que le premier tour de l'élection présidentielle a placé la candidate du Rassemblement national au second tour, face à Macron, les milieux révolutionnaires sont en émoi et les débats font rage sur l'attitude à adopter : faire barrage au fascisme dans les urnes ou conserver la pureté de sa ligne politique.
- **Contre Le Pen, aucun vote pour Macron : préparer les résistances dès maintenant** - Pour le second tour, le duel de 2017 se rejoue après un quinquennat d'offensive anti-sociale et autoritaire de la macronie, qui a contribué à faire le lit de l'extrême droite. Malgré cela, nombreux sont ceux qui, à gauche, appellent plus ou moins ouvertement à se servir du bulletin de vote Macron pour « faire barrage » à Le Pen. Face au tandem réactionnaire Macron - Le Pen, nous défendons l'abstention active et une politique indépendante au service de la construction, dès maintenant, des résistances aux offensives à venir.
- **Le** CAT (Collectif Antifasciste Tourangeau) nous a envoyé le discours que l'un·e de leurs militant·es a prononcé lors de la manif de samedi à Tours.
- **Pourquoi je ne voterai pas Macron** - Je ne voterai pas Macron ce dimanche. Il ne s'agit nullement d'une manifestation de colère ou de dégoût mais d'un choix mûrement réfléchi dont je tiens à rendre compte pour répondre à ceux qui penseraient qu'une telle décision serait irresponsable.
- **Comment Le Pen compte nous faire morfler en 4 points et 8 minutes** - Dans cette élection, Macron incarne

le capitaliste décomplexé dont la première mesure sera de nous faire tous bosser plus, et plus longtemps. Zemmour quant à lui a pris avec joie le rôle de l'obsédé de la race et de la haine des arabes. Marine Le Pen a fait nettement moins parler d'elle, son programme ou ses idées sont peu commentées, ou alors sous l'angle de son "sérieux" et de son assagissement. Pourtant, cette femme appartenant à la bourgeoisie défend un programme politique permettant d'enrichir sa classe sociale, comme ses deux rivaux. Et elle ne renonce en rien à ses idées racistes. Elle a changé, dit-on ? Oui, elle a laissé de côté les quelques idées sociales de son programme de 2017. A Frustration, contrairement à Léa Salamé, on s'en fout de ce que Marine Le Pen a pu ressentir quand sa nièce l'a trahie. Par contre, on aimerait savoir quel est son programme.

- **Mais pourquoi tu ne votes pas ?**
- **Contre Le Pen, voter dans la douleur pour conjurer l'effroi** - Jamais l'extrême droite n'a été si près du pouvoir. Parce qu'elle est la pire ennemie de l'égalité, des droits et des libertés, voter contre sa candidate est la seule option antifasciste dans le cadre électoral. Mais ce sera dans la douleur, l'autre bulletin étant au nom du premier responsable de cette catastrophe, Emmanuel Macron.
- **François Ruffin : «** Le Pen ajoute au mépris de classe le mépris de race » - Il évoque la « terrifiante pensée macroniste » et le « mépris de race » de Marine Le Pen mais parle aussi de la gauche, qui est « encore debout », des campagnes populaires et de la nécessité de la joie : François Ruffin est l'invité des Grands entretiens de Reporterre.

INSOLITE

L'EXTRÊME DROITE AU SECOND TOUR,

LA PRESSE S'EN PREND À "L'ULTRA-GAUCHE"

ET À NANTES RÉVOLTÉE

La manif anti-Le Pen divise les syndicats

SOCIAL. Solidaires 44 appelle à manifester contre l'extrême droite, ce samedi après-midi à Nantes. Mais par crainte de débordements, les autres syndicats ne seront pas présents dans le cortège.

NI MACRON NI FN LE SOULÈVEMENT C'EST MAINTENANT

PRESSE OCÉAN, 15 AVRIL 2022

Sélection de textes sur l'élection, l'impasse du 2e tour, sur les causes de la fascisation... La presse du Capital toujours contre la contestation de gauche

INSOLITE : L'EXTREME DROITE EST AU SECOND TOUR, LA PRESSE LOCALE ET CERTAINS SYNDICATS DÉNONCENT LA GAUCHE

- Spirale de la défaite et diffamations : « risque de débordements » et « allusion voilée à la présence de militants du groupuscule d'ultra-gauche Nantes révoltée »

C'est le grand jeu des médias depuis des années, avant chaque mobilisation : pointer les « divisions » au sein des mouvements sociaux. Ce refrain était répété lors des mobilisations anti-aéroport : il y avait d'un coté les « Zadistes radicaux », de l'autre les écologistes « responsables ». Idem pour le mouvement de défense des retraites : les « anticapitalistes » et les syndicalistes « constructifs ». En 2018, les médias ont même inventé une catégorie effrayante : les « ultra-jaunes » par opposition au Gilets Jaunes « modérés ». Bref, tout est bon pour diviser le moindre mouvement contestataire, pour l'affaiblir. Rebelote vendredi 15 avril, avant la manifestation contre l'extrême droite à Nantes.

Alors que la réaction à la présente, encore une fois, de l'extrême droite au second tour d'une élection est historiquement faible, le journal Presse Océan ne titre pas sur la menace fasciste, ni la façon dont la parole raciste

s'est banalisée ces dernières années, mais sur la manif qui « divise les syndicats ». Drôle d'angle pour traiter l'actualité. Rappelons qu'en 2002, lorsque Jean Marie Le Pen est arrivé au second tour, jamais aucun syndicat n'aurait eu l'idée d'être « divisé » sur la question. Tout ce que la France comptait de syndicats, partis, associations, y compris le PS, avait déferlé dans la rue. En réalité, Presse Océan aurait pu poser cette question : « comment une partie de la gauche est-elle devenue aussi soumise en quelques années ? »

Dans cet article, on apprend que « Solidaires 44 appelle à manifester contre l'extrême droite » mais que « par crainte de débordements, les autres syndicats ne seront pas présents dans le cortège ». En effet, le syndicat Solidaire prend ses responsabilités, et rappelle que « le RN n'est pas un parti comme les autres et que le choix de l'extrême droite ne fera qu'empirer la crise sociale et la crise écologique, générer et attiser la haine, le racisme et la violence ». Un discours évident, minimal, mais visiblement même pas partagé largement. En effet, Presse Océan expliquait que « la CGT et la FSU ne se joignent pas à l'appel de Solidaires. Les contours de la manif ne sont pas clairs, ni dans le mot d'ordre, ni dans les organisations appelantes ». Si l'extrême droite au second tour n'est pas une situation « claire » pour les autres syndicats, il y a de quoi s'inquiéter.

La responsable de la FSU, le syndicat des profs, qui a été en dessous de tout durant le quinquennat, abandonnant les enseignants aux humiliations régulières du ministre Blanquer, ne réagissant même pas face aux gestes désespérés de profs, ni lorsque la police réprimait les élèves, appelle à la « prudence ». La permanente locale, Catherine Tuchais évoque le « risque » d'une « faible mobilisation ou des débordements qui ne feraient qu'alimenter le vote contre lequel on lutte ». Le niveau de défaite est tellement intégré dans les appareils syndicaux, que leurs responsables se déclarent vaincus avant même d'avoir envisagé de combattre. Autant dire qu'avec un tel état d'esprit, la résistance n'aurait tout simplement jamais existé. Pire, si l'on suit cette logique, il faut refuser toute révolte car cela pourrait « alimenter » l'extrême droite. Tout va bien, restons chez nous, en attendant que Bolloré ait totalement normalisé les idées fascistes dans le pays.

Le journaliste de Presse Océan voit dans cette intervention de la FSU « une allusion voilée à la présence dans le cortège de militants du groupuscule d'ultra-gauche Nantes révoltée ». Nous voilà au coeur du sujet. L'enjeu de l'article était simplement de faire peur : le danger, ce n'est pas Le Pen à l'Elysée, mais l'hypothétique présence de Nantes Révoltée dans un cortège. Rappelons à nos confrères de Presse Océan que Nantes Révoltée n'est pas un « groupuscule ultra » mais un média, par ailleurs menacé de dissolution par un ministre autoritaire. Même le préfet de Loire-Atlantique reconnaissait en janvier dernier qu'une dissolution de notre média posait des questions de liberté de la presse. Presse Océan serait-il donc moins bien informé, ou moins sensible au droite de la presse que la préfecture ?

Pour finir en beauté, le dernier mot revient aux syndicats « responsables » : « la CFDT et l'Unsa, qui ont appelé à voter Emmanuel Macron se démarquent clairement de l'initiative de Solidaires et de son mot d'ordre ambigu ». Ces courroies de transmission du Macronisme, qui ont accompagné le programme de casse sociale inouïe du gouvernement, estiment que voter blanc c'est être « complice de l'arrivée possible de Marine Le Pen au pouvoir. On ne peut pas dire non à l'extrême droite sans aller au bout de la démarche. » Aller au bout de la démarche, c'est donc selon eux refuser toute mobilisation réelle contre l'extrême droite et les causes de son ascension, mais voter Macron. Fascinant.

Résultat samedi 16 avril : une belle mobilisation, 3000 manifestants et manifestantes sous le soleil, de tous horizons, avec beaucoup de jeunes en tête de cortège. Pas de débordements en dehors de provocations de la police. Des structures institutionnelles, en dehors du syndicat Solidaires, toujours plus coupées du réel. Il était possible de réussir un rassemblement encore plus massif, plus déterminé, plus populaire. Comme lors de la venue d'Eric Zemmour à Nantes, autre événements lors duquel les syndicats avaient, déjà, brillé par leur absence. Pour faire face au quinquennat qui vient, tout est à réinventer.

Copyright © Ricochets

(post de Nantes Révoltée)

Sélection de textes sur l'élection, l'impasse du 2e tour, sur les causes de la fascisation... Des jeunes légitimiment inquiets de la fascisation générale et de ce 2e tour pourri

" Ni Le Pen ni Macron".

Blocus du lycée Lamartine à Paris ce matin du 19 avril 2022. Les élèves refusent le monde qu'annoncent les résultats du 1er tour de l'élection présidentielle.
« On a répondu à l'appel de la Sorbonne. On est la contre ce 2emeTour qui nous est imposé, avec d'un côté l'extrême-droite et de l'autre le néolibéral qui attaque nos droits. On ne peut pas voter mais on se bat pour notre avenir ! » : Victor et Louna, devant le lycée Lamartine

PLUSIEURS LYCEES BLOQUÉS CE MATIN 19 AVRIL POUR REFUSER LE MONDE ANNONCÉ PAR LE RESULTAT DU PREMIER TOUR
"SIAMO TUTTI ANTIFASCISTI"
Lycée Lavoisier en région parisienne
La période actuelle ressemble à celle des élections législatives du printemps 1967 où les gaullistes gagnèrent le scrutin d'extrême justesse, dans un contexte d'une multitude de grèves et luttes émiettées depuis 1963. Cela donna le sentiment d'une élection "volée" un peu comme aujourd'hui, provoquant à partir de là une montée des protestations des étudiants et lycéens durant tout l'hiver 1967 refusant de vivre dans cette société bloquée, d'autant que faute de temps et d'une majorité large, De Gaulle s'était mis à prendre toute une série de mesures réactionnaires, par décret, par dessus la tête du Parlement. C'est cette colère étudiante et lycéenne qui permit d'unifier dans la grève générale de mai 1968, la vague de grèves qui cherchait jusque là son unité sans la trouver faute de volonté en ce sens des directions politiques et syndicales de gauche.

(posts de Jacques Chastaing)

Lecture
Usul. Faut-il vraiment voter Macron ? par [Mediapart-Â»https://www.youtube.com/c/mediapart]
https://www.youtube.com/watch?v=MCjAbMoY8gw

Copyright © Ricochets